

Honorables membres,
Chers participants,

Selon ma compréhension et sur la base de mon expérience en tant qu'investisseur privé intervenant dans plusieurs domaines de l'économie mozambicaine, notamment dans le commerce de produits agricoles et la transformation agro-industrielle des noix de cajou, j'estime que si l'on veut parler de l'importance du financement dans le développement de la production agricole et de l'agro-industrie au Mozambique, il est nécessaire de comprendre l'industrialisation rurale dans le contexte général de l'économie mozambicaine.

En fait, il y a de cela peu de temps, quasiment toute l'industrie de transformation était localisée dans les zones urbaines, en particulier dans le Sud du pays, où se trouve la capitale. D'une manière générale, les meilleures infrastructures économiques qui viennent en appui au marché (routes, entrepôts, infrastructures portuaires, etc.) desservent plus les zones urbaines que les zones rurales assurant la production agricole.

Il est donc nécessaire d'indiquer la persistance de cette réalité jusqu'à ce jour, bien qu'elle ait été atténuée par l'intervention de l'État et des partenaires au développement économique et social du Mozambique.

L'infrastructure et les services continuent, d'une certaine façon, d'être concentrés dans les zones urbaines et dans le Sud du Mozambique.

La ville de Maputo (selon des études récentes réalisées par l'IESE) concentre toujours près de la moitié du réseau de vente au détail et deux tiers du réseau de vente de gros, 40 % du réseau de distribution de carburant et l'assistance technique pour les véhicules, 80 % des entreprises qui fournissent des services de transport, de communications, de construction, de conseil et d'information.

En comparaison, les provinces de Nampula et de Zambezia sont celles que l'on considère comme ayant un plus grand potentiel de développement économique (elles assurent l'essentiel de la production agricole et, en particulier, celle du cajou) ; en effet, elles couvrent 22 % du territoire national et 41 % de la population du pays ; elles ne disposent que de 21 % du réseau de commercialisation au détail, de 10 % des ventes en gros, de 5 % des sociétés de prestation de services, de 16 % du réseau de

distribution de carburant et de l'assistance technique pour les véhicules, de 21 % des routes nationales revêtues et de 33 % des routes nationales non revêtues.

Au regard des conditions du soutien technique et financier consacré au développement rural, seule la moitié des districts ruraux bénéficient de réseaux de vulgarisation rurale.

Les institutions financières officielles n'opèrent que dans 40 % des districts ruraux et urbains du pays.

La ville et la province de Maputo concentrent 52 % des banques, 55 % des distributeurs automatiques de billets, 72 % des points de vente, 55 % des micro-banques, 64 % des institutions financières de microcrédit et 84 % des coopératives.

À partir de constat, l'on peut aisément comprendre qu'il n'est pas facile de concrétiser l'appui aux initiatives privées pour la transformation des produits agricoles avec l'intention d'ajouter de la valeur au produit national, de créer des emplois et, donc, de créer des entreprises prospères qui consolident la croissance d'une classe d'entrepreneurs agricoles privés, qui contribuent à l'amélioration du niveau de bien-être des populations rurales et créent une base de soutien au développement des zones rurales.

Après avoir brièvement décrit le contexte, je voudrais à présent m'attaquer à l'importance du financement agricole au Mozambique.

Sous ce rapport, le Mozambique a élaboré plusieurs initiatives visant à soutenir le développement agricole, basé sur des facilités de crédit mises à disposition par plusieurs partenaires, qui sont disposés à créer des fonds de garantie gérés par des institutions nationales sur une base commerciale et qui visent directement des opérateurs commerciaux et industriels.

L'exemple que je voudrais souligner ici a été le fondement de la transformation qu'a connu l'industrie du cajou au Mozambique. Essentiellement urbaine par le passé, bien qu'elle ait été composée de grandes unités dans les zones semi-urbaines, l'industrie du cajou était d'une certaine façon poussée vers les zones rurales, par le biais d'une

stratégie de développement des zones rurales. Concernant la production de cajou, cette stratégie était fondée sur l'installation de petites unités dotées d'une technologie à haute intensité de main-d'œuvre dans les zones rurales, laquelle s'occupait de l'exploitation immédiate des noix produites dans la région, à des coûts plus accessibles ainsi que de l'utilisation de la main-d'œuvre disponible dans la région ; de même, elle assurait une plus grande intégration des femmes des zones rurales dans l'agro-industrie, ce qui a permis de promouvoir un meilleur équilibre des revenus entre les sexes.

La mise en œuvre de ces politiques n'a été possible que grâce au soutien fourni par les partenaires du gouvernement du Mozambique, afin de créer un fonds de garantie ciblant les initiatives qui soutiennent financièrement les domaines de la production agricole (amélioration des vergers de cajou, pour le traitement des anacardiers existants, la substitution des anacardiers non productifs et l'introduction de nouvelles variétés).

Le premier fonds de garantie dédié à la filière du cajou a été initialement approvisionné par des ressources tirées de la surtaxe des exportations à un taux fixe dans le but de soutenir la production agricole et l'industrie de transformation du cajou. Ces fonds avaient constitué le fondement de l'installation de nouvelles petites usines dans les zones rurales ; celles-ci se développaient de façon exponentielle, en raison du fait qu'elles tiraient non seulement parti de ce soutien financier, mais également de l'appui technique fourni par les initiatives non gouvernementales, au nombre desquelles l'on distingue Technoserve, une ONG américain financée par l'USAID.

Ce mouvement a marqué le début de la transformation complète de l'industrie du cajou au Mozambique, laquelle est passée des grandes unités (capacité de 6000 à 12 000 tonnes) situées en milieu urbain, loin des centres de production, à un ensemble de petites unités (1000 à 2000 tonnes) à haute intensité de main-d'œuvre, situées dans les zones de production.

C'est ce phénomène de transformation qui a insufflé une nouvelle dynamique à la croissance de l'industrie du cajou au Mozambique. En réalité, il s'est rapidement avéré qu'il était utile d'accroître les capacités des unités de transformation du cajou pour atteindre des niveaux plus élevés -de 4000 à 5000 tonnes par an- de sorte à élargir non seulement

l'assiette des profits, une donne essentielle pour pénétrer le marché, mais surtout pour garantir une meilleure qualité du produit final (noix de qualité conformes aux normes internationales).

Dans cette nouvelle dynamique de transformation, les fonds consolidés pour l'appui financier dans la facilité de crédit mise à disposition par l'USAID avaient une fois encore commencé à assumer leur rôle décisif dans la consolidation de l'industrie du cajou en milieu rural ; toutefois, ils étaient assortis de dimensions plus adaptées aux exigences du marché international. De nos jours, l'industrie du Mozambique présente un nouveau visage, avec une capacité installée d'environ 40 000 tonnes par an contrôlée par deux unités de mon entreprise (Mogovolas et Nampula), lesquelles représentent environ 30 %.

Bien que l'on puisse considérer que l'industrie nationale du cajou ait prospéré au cours des quelques décennies écoulées, l'on ne peut en aucune façon en conclure que les conditions de financement étaient les meilleures et les plus appropriées. En fait, la filière continue d'être en proie à de grandes difficultés tenant à l'accès à un financement adapté d'une manière qui favorise la croissance de l'industrie du cajou, sur la base des avantages mutuels des parties qui y interviennent (l'industrie, les banques et l'État).

L'industrie du cajou, comme toute autre industrie agro-alimentaire, injecte dans les matières premières entre 75 à 85 % de ses coûts totaux de transformation. Le fait que la production soit concentrée dans deux différentes régions au Mozambique (au nord, d'octobre à décembre/janvier, et au sud, de février à mars/avril) implique que le processus d'achat est pratiquement réalisé en 3 mois sur toute l'année, avec les ajouts connexes en termes de coûts de stockage. Les sommes en jeu à court terme pour chaque cycle de transformation sont de l'ordre de plusieurs millions de dollars, selon la capacité de chaque unité de transformation. Chaque année, des sommes considérables d'argent sont mobilisées (fonds de roulement), et pourtant la capacité financière des entrepreneurs est encore très limitée, surtout pour ceux qui viennent de démarrer leur activité. La disponibilité du financement est limitée ; à certains égards, les conditions demeurent parfois prohibitives (5 % au-dessus du taux du Libor). La capacité de négociation des transformateurs est encore limitée ; le niveau de risque est élevé, en raison des

fluctuations de la production agricole et du marché international de noix brutes et transformées.

Outre ces difficultés, l'on note qu'il subsiste également la fragilité technique de nombreuses institutions financières, vu qu'elles ne disposent pas d'équipe technique agricole pour suivre les investissements réalisés dans l'agriculture et sont également en proie à des pressions exercées par les partenaires financiers de l'État, lesquels ont toujours des exigences fortes pour le secteur privé.

En dépit des difficultés qui se posent au développement des activités liées à la production agricole et à la transformation du cajou au Mozambique, je voudrais souligner l'énorme potentiel qu'a la filière du cajou. Étant traditionnellement un pays producteur et transformateur de noix de cajou, sans doute le plus ancien au monde, le Mozambique a acquis une expérience unique dans la filière du cajou. Il suffit de noter que toutes les technologies de transformation les plus avancées ont leur place au Mozambique et, ce, même après avoir choisi une technologie à plus haute intensité de main-d'œuvre. Le Mozambique n'a jamais cessé de rechercher de nouvelles technologies d'avant-garde pour améliorer sensiblement les niveaux de performance des travailleurs et, par voie de conséquence, les niveaux de qualité de son produit final.

Le pays a un grand potentiel de production et de transformation agricoles. Le secteur privé représenté par l'Association des transformateurs de cajou du Mozambique (AICAJU) est entièrement engagé auprès du gouvernement et de ses partenaires en faveur du développement de la filière.

En tant qu'entrepreneurs privés de la filière du cajou, nous avons conscience de l'importance de la coopération avec des partenaires éventuels aux niveaux national et international. Nous sommes ouverts à des initiatives de participation et d'investissement dans la filière du cajou au Mozambique. Nous n'oublions pas que nous sommes parvenus là où nous sommes, parce qu'il y a toujours eu une volonté de la communauté internationale de soutenir le développement de la filière.

Nous voulons passer à un plus haut niveau de développement dans notre filière du cajou ; il ne s'agit pas seulement pour nous d'ajouter de la valeur aux noix brutes, mais nous souhaitons plus que jamais avoir également un

accès direct aux marchés finaux de la noix de cajou, amorcer une seconde transformation dans notre industrie et créer une marque de noix de cajou propre pour approvisionner les grands marchés du monde entier. Nous nous battons pour obtenir la place qui nous revient dans le secteur de la transformation du cajou au niveau mondial et nous voulons que tous les pays africains qui produisent du cajou se joignent à nous dans cette initiative.

Nous sommes disposés à étendre nos relations avec des partenaires africains. Ensemble nous pouvons concevoir des politiques d'intervention pour la filière du cajou en Afrique, lesquelles contribueront sans aucun doute à sa croissance. Nous pensons également qu'avec une coopération plus dynamique entre les pays africains producteurs de cajou, il y aura une plus grande possibilité de garantir l'accroissement des revenus des populations rurales et cet exemple sera également reflété dans la production agricole d'autres produits dans nos pays. Nous nous proposons de transformer l'activité du cajou pour en faire le levier de développement de l'agro-industrie en Afrique.

Par le biais de l'ACA, nous entendons participer activement au développement de la filière du cajou en Afrique. Nous avons bénéficié de quelques initiatives dans le cadre de l'ACA et de l'ACI au Mozambique. Nous entendons mener la coopération plus loin et de manière plus intensive.

Nous sommes disposés à manifester notre volonté de participation aux efforts de développement de la filière du cajou en Afrique.

Vous pouvez compter sur nous, de sorte qu'ensemble nous puissions développer la filière du cajou dans nos pays et dans toute l'Afrique.

Merci infiniment !
Merci beaucoup !